



Depuis quelques heures, les différentes représentations de la République du Tchad dont le Cameroun vibrent au rythme du référendum. La région du littoral et la ville de Yaoundé où se trouvent des communautés de ce pays frère accueillent depuis peu de nombreux compatriotes qui sont venus accomplir leur devoir citoyen.

Faisant suite au dialogue national inclusif et souverain qui avait été organisé au Tchad, il a donc été décidé de l'organisation d'un référendum constitutionnel qui déterminera désormais la forme de l'État. Ceci a eu pour conséquence la création d'une commission pour la mise en place et le vote de ce référendum qui vient ainsi mettre sur pied une nouvelle ligne dans la vie politique, sociale et culturelle de la République du Tchad. Selon Mr Soumaine Abramane Yaya, conseiller économique de l'ambassade du Tchad au Cameroun et par ailleurs délégué du CONOREC qui est la commission nationale de l'organisation du référendum constitutionnel du côté de Yaoundé qui est ici présentée comme la commission locale. Selon ce dernier, on assiste tout de même à une ruée des compatriotes tchadiens dans les bureaux de vote qui ont été prévus pour ce référendum en l'occurrence Yaoundé et Douala.

Ce moment est donc extrêmement crucial pour l'avenir du Tchad et de ces citoyens. Le souhait émis par le représentant de la commission locale est de voir que ce référendum s'achève dans la tranquillité et la gaieté. Il faut rappeler qu'en dehors de nombreux citoyens tchadiens qui sont arrivés dans les bureaux de vote pour accomplir leur devoir, de nombreux autres figures de

proue ont également fait le déplacement comme Joël Sanodji, le président de la colonie tchadienne, Hassan Mahamat Malidjecki, le président des étudiants, élèves et stagiaires tchadiens et bien évidemment son Excellence Monsieur Djidda Moussa Outmane l'ambassadeur du Tchad au Cameroun.

Vu l'engouement suscité autour de ce référendum qui va sans aucun doute marquer la vie du pays du feu Idriss Ndebi Itno, il est clair que la paix va revenir prendre ses droits dans ce pays.